Les accrédités de l'Hôtel de Ville de Paris pendant le premier mandat de Jacques Chirac

Florence Haegel

▶ **To cite this version:**

Florence Haegel. Les accrédités de l'Hôtel de Ville de Paris pendant le premier mandat de Jacques Chirac : un " journalisme administratif ". Christian Delporte. Médias et villes (XVIIIe-XXe siècle), Presses Universitaires François-Rabelais, pp.153 - 161, 1999, 9782869063471. hal-03458390

HAL Id: hal-03458390

https://sciencespo.hal.science/hal-03458390

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les accrédités de l'Hôtel de Ville de Paris pendant le premier mandat de Jacques Chirac : un « journalisme administratif »

Florence Haegel

1 Les analyses présentées ici résultent d'un travail tout à la fois ancien[1] et circonscrit. L'enquête menée auprès des journalistes accrédités à l'Hôtel de Ville a été engagée dans le cadre d'une investigation plus générale sur la création, la fondation et la mise en scène du rôle de maire de Paris[2]. Dans cette perspective, il s'agissait d'étudier à la fois les procédés rhétoriques et iconographiques mobilisés pour mettre en scène le rôle de maire de Paris, mais inévitablement l'intérêt se portait aussi sur ces agents spécialisés dans la diffusion des rôles politiques que sont les journalistes. Plus précisément, ma curiosité est née de trois observations. La première fut tout simplement suscitée par la lecture des journaux et par le constat que peu d'articles étaient consacrés à la vie politique parisienne et que les rares papiers publiés se caractérisaient par leur contenu très descriptif comme si les journalistes se posaient en porte-parole de l'institution. La deuxième observation est née de l'assistance aux conférences de presse[3]. Ces réunions dégageaient une tonalité familière, relevaient sans aucun doute de la routine et n'étaient que l'occasion de distribuer aux journalistes de gros dossiers de presse. Prenons comme exemple une conférence de presse de l'automne 1990. L'assistance est rare, en majorité féminine et la présence du maire écourté. Après une courte déclaration relative à la grève des éboueurs, il passe la parole à Jean Tiberi et quitte la salle à grandes enjambées en faisant un petit signe de la main en guise d'au revoir. Le premier adjoint donne lecture des mesures qui seront votées le lundi prochain. L'intérêt pour les pratiques journalistiques de la mairie de Paris a été renforcé par les entretiens effectués avec les journalistes chargés de suivre les affaires parisiennes. Ceux-ci dénotaient au minimum un net esprit de famille quand ils parlaient de l'Hôtel de Ville, qui pour certains confinait à la glorification du maire.

2 Les observations et les entretiens réalisés sont circonscrits à une période particulière, celles des premières années du mandat de Jacques Chirac. Et si l'enquête[4] n'a pas été prolongée au-delà, on peut raisonnablement penser que des modifications sont intervenues avant même le remplacement de Jacques Chirac par Jean Tibéri. Mais concernant la période de fondation du rôle de maire de Paris, il restait à interpréter les phénomènes observés. Comment expliquer le type d'interaction établie entre l'institution et les journalistes, quelle analyse faire de ces pratiques journalistiques ?

3 L'interprétation la plus couramment avancée — y compris par les journalistes eux-même — met en avant la personnalité de Jacques Chirac. Jugé sympathique, chaleureux, attentif, l'homme réussirait à établir des liens interpersonnels, s'enquérant du bien-être de chacun, portant, en homme galant, les valises des femmes lors des déplacements, etc. Pourtant, l'explication demeure un peu courte dans la mesure où — semble-t-il — ces mêmes vertus personnelles n'ont pas eu les mêmes effets sur les journalistes suivant Jacques Chirac en sa qualité de président du RPR. Le travail d'investigation mené a conduit à dégager un autre type d'interprétation reposant moins sur la psychologie d'un personnage que sur les spécificités d'un système de relations. Il est apparu que les pratiques et les représentations journalistiques observées devaient être comprises en référence au cadre historique dans lequel elles s'intégraient, celui-ci ayant été lui-même modifié par l'empreinte chiraquienne. En d'autres termes, il s'agissait de comprendre comment les modifications introduites par la création du rôle de maire de Paris et par son incarnation par Jacques Chirac s'étaient imbriquées au cadre existant.

Le cadre historique

4 Le cadre historique des pratiques journalistiques à la mairie de Paris se résume à deux éléments par ailleurs bien connus de l'histoire de la presse. L'activité journalistique est encadrée par un système d'accréditation qui associe un journaliste à une institution et fixe les interlocuteurs légitimes. Elle est également régie par une association professionnelle, connue d'abord comme syndicat professionnel puis devenue, en 1894, l'Association des journalistes de la presse municipale. Cette association, comme d'autres déjà étudiées, remplissait trois fonctions[5]. Elle jouait d'abord un rôle d'assistance sociale. Par exemple, en 1909, l'Association de la presse municipale fut une des premières à mettre en place un système d'assurance pour les veuves des journalistes. En tant que pourvoyeuse de subsides, l'association devait alimenter son budget par des subventions, des dons et l'organisation de différentes activités festives (galas, tombolas, etc.). Mais à mesure que les journalistes bénéficiaient d'un régime de protection sociale, l'association a vu son activité se déporter vers des tâches d'entretiens des liens de sociabilité. Son but était de renforcer les liens « confraternels ». Elle se transforma donc en une sorte de club. Les réunions et les publications célébraient « l'esprit de famille », honoraient le souci généalogique et le culte des anciens, dressaient le portrait du confrère idéal.

> « Il laisse le souvenir d'un garçon aussi grand que bon, aussi simple que calme. Son trop court passage à la Presse municipale n'en avait pas moins permis d'apprécier tout à la fois en lui des qualités de cœur hors pair ; une fraîcheur de caractère qui poussait parfois jusqu'aux frontières de la crédulité et aussi un penchant très sûr pour les confrères spécialisés dans les plaisirs gastronomiques. C'est dire que Niel possédait toutes les qualités pour forcer la sympathie de ces confrères journalistes professionnels. On ne lui a connu ni ennemi, ni adversaire. » (*Annuaire de la presse*

municipale, Paris, Imprimerie municipale, 1953, procès verbal de l'assemblée générale.)

5 Le portrait du journaliste, ou plutôt du confrère idéal, livré dans une des livraisons de l'*Annuaire de la presse municipale* en dit long sur le modèle professionnel célébré Les qualités mises en avant relèvent exclusivement du registre amical (bonté, simplicité, bonne fourchette, etc.) paraissant parfois contradictoires avec les compétences exigées pour le métier journalistique (la crédulité n'est guère une vertu journalistique...). On est loin du modèle du journaliste d'investigation. En revanche, ce portrait renvoie au journalisme d'agence dont était d'ailleurs issue la personne à qui on rendait hommage.

6 La dernière fonction dévolue à l'association renvoyait à l'exigence de mise en ordre d'une profession non encore réglementée. Elle s'apparentait à une sorte de police professionnelle. Cette tâche de contrôle était assumée par la réglementation des « accréditements » selon les principes de l'ancienneté complétés par un système de parrainage. Mais la clôture du groupe était également maintenue par le souci, en pratique, des situations de monopole. L'association, par exemple, veillait à ce que l'usage de la salle de presse soit réservé en exclusivité à ses adhérents. Le travail de police professionnelle passait également par le contrôle de la concurrence et l'instauration d'un régime de division des rôles professionnels. À cette époque, la crainte d'une concurrence concernait les fonctionnaires et les élus parisiens qui alimentaient directement les organes de presse et, de fait, court-circuitaient les journalistes. Ainsi, en 1895, une requête officielle était déposée, elle mettait en cause la « concurrence déloyale » qu'aurait représentée l'activité d'un fonctionnaire de la Ville informant les agences de presses. Ou en 1913, une délégation de l'association vint voir Jean Jaurès afin de protester contre le fait que le correspondant de *L'Humanité* ait été un élu parisien.

7 En réalité ce rôle de police professionnelle dissimulait le fait que le partage de tâches ait longtemps été flottant : les phénomènes d'imbrication entre journalistes, élus et fonctionnaires s'avéraient, en effet, constants. Le statut des successifs présidents de l'association en témoigne puisque le président-fondateur, Georges Villain, était un élu et que Emile Willème qui occupa cette fonction de 1919 à 1939 travaillait à la mairie comme fonctionnaire. D'ailleurs les habitudes d'imbrication des fonctions se trouvaient associées à des pratiques de corruption qui éclatèrent, en 1899, lors du scandale dit de Panamino[6] (nommé ainsi en référence au scandale de Panama) qui révéla que certains membres de l'association avaient reçu de l'argent d'une compagnie concessionnaire de tramways parisiens.

8 L'étude du cadre historique permet, dès lors, de dégager les principaux traits qui ont façonné la pratique journalistique à la mairie de Paris. Les relations professionnelles s'inscrivent dans une société close et qui se donne à voir comme confraternelle. Les pratiques journalistiques sont marquées par une forte implication dans l'institution, voire par une imbrication des statuts journalistique, administratif et électif.

L'empreinte chiraquienne

9 La pratique journalistique du temps des premiers mandats de Jacques Chirac ne peut être saisie abstraction faite de l'histoire qui les a modelés. Toutefois, l'élection d'un nouveau maire en 1977 a également introduit des modifications et entraîné des phénomènes d'amplification. Le renforcement du contrôle à la source apparaît comme une de ces modifications décisives. Le journalisme qualifié « d'administratif », dont le principal

modèle est le journalisme d'agence, se trouve caractérisé par l'inégalité des échanges : l'initiative de la diffusion des informations procède de la source. À la mairie de Paris, le contrôle par la source a pris, à partir de 1977, une ampleur toute nouvelle. Dès son arrivée, le nouveau maire crée une Direction de l'information et de la communication qui à la fin de son premier mandat emploiera une soixantaine de personnes. À sa tête, est nommé un professionnel des relations avec la presse en la personne de Denis Baudouin, ancien chargé des relations avec la presse de la présidence de la République sous Georges Pompidou. Cette direction sera progressivement étoffée de chargés de mission dans chaque secteur des politiques municipales. Ainsi, à chaque réunion sectorielle importante, est, en théorie, présente une personne de la Direction de la communication. Le contrôle de la source passe également par la distribution d'avantages collectifs et personnels (bureaux, facilité de travail, places de spectacles, de crèches, etc.) aux journalistes. Enfin, le système se trouve couronné par la modification du calendrier des conférences de presse : désormais, les conférences ont lieu le vendredi et annoncent des mesures qui seront votées par l'assemblée municipale le lundi suivant.

10 Mais les modifications ne résultent pas exclusivement des initiatives prises par l'institution municipale pour contrôler le travail journalistique, plus largement elles sont également liées aux changements intervenus, à partir de 1977, dans le système des positions professionnelles des journalistes. L'étude de ce que Padioleau a appelé la « rhétorique journalistique »[7], entendue comme l'ensemble des représentations que les journalistes se font d'eux-mêmes dans un système d'interaction incluant leurs sources, leurs collègues, leurs lecteurs et leurs organismes de presse, permet de mettre en lumière le sentiment de connivence qui lie les journalistes parisiens à leur source. Ce terme de connivence, qui désigne une grande familiarité teintée d'affection, est caractéristique de la perception que les journalistes ont de l'Hôtel de Ville, de ses décors, de son personnel et de son maire. Certes, ce sentiment n'a rien de particulièrement exceptionnel et se manifeste dans bien d'autres configurations. Mais, dans le cas de la mairie de Paris, il faut toutefois en souligner certaines spécificités. Souvent cette connivence existe mais elle demeure du registre de l'indicible dans la mesure où elle contrevient à une certaine déontologie. Ici, bien au contraire, elle est proclamée. Une autre différence apparaît dans le fait que cette familiarité se différencie de celle qui se manifeste entre élite journalistique[8] et élite politique puisqu'en termes de prestige et de notoriété, ces journalistes ne font pas, à proprement parler, partie de l'élite journalistique. Enfin ce sentiment de connivence dissimule parfois l'existence de liens familiaux entre journalistes et élus (c'était le cas, lors de l'enquête, de l'accrédité du journal *Le Monde,* fils du maire du 12e arrondissement) et d'autres fois des liens politiques (un des journalistes rencontrés évoqua sa participation à l'équipe de campagne de Jacques Chirac en 1977).

11 Ce sentiment de connivence et de forte identification à la source ne se comprend qu'en prenant en compte l'autre élément caractéristique de la « rhétorique professionnelle » de ces journalistes et que l'on peut désigner comme leur position dominée dans leur univers professionnel. Les entretiens effectués restituent l'impression que beaucoup ont d'occuper des positions peu gratifiantes dans la hiérarchie interne du milieu journalistique. Autrement dit, un nombre non négligeable de journalistes interrogés se plaignent qu'ils ne sont pas considérés dans leur journal. Cette situation tient au fait qu'après un court engouement pour la vie politique municipale parisienne, l'intérêt a faibli. Mais elle résulte aussi du type de carrière des journalistes parisiens. Dans leurs cas, la longévité renvoie aux faibles perspectives de mobilité qui leur sont offertes.

Propos de journalistes

> « C'est un peu une voie de garage, c'est une voie de garage intéressante mais une voie de garage, parce que si on ne fait que cela, on n'ira pas loin. Si on veut faire une carrière de journalistique politique, il ne faut pas rester ici. Ce n'est pas très valorisant d'aller parler des crottes de chien. Il y a de tout, le troisième âge, la carte « Paris-santé ». Ce n'est pas valorisant dans un service politique. L'accréditation à la mairie de Paris, c'est un peu un piège pour nous, c'est aussi un piège pour lui [Jacques Chirac]. C 'est un enfermement volontaire, mais c'est une prison. »
> « On fait partie des meubles, et puis cela tient aussi à la personnalité du maire qui est un type très accessible et qui aime bien discuter avec des journalistes sur les problèmes de Paris. [...] Il a appris à nous faire confiance... Mais il faut dire qu'il a des journalistes qui jouent le jeu, qui ne sont pas militants. Enfin... On ne lui pose pas de questions pièges... politiques. [...] Vous savez, l'Hôtel de Ville, c'est la maison de tous, c'est une maison ouverte, c'est la maison des citoyens. Nous, nous représentons les citoyens. [...] Quand on est comme moi et comme un certain nombre de mes confrères de la maison, il y en a qu'on connaît personnellement. On s'arrange toujours, on sait ce qu'on peut dire et ce qu'on ne peut pas dire. »

12 Les entretiens avec certains journalistes illustrent leur sentiment d'enfermement. Souvent en position de dominés dans leurs journaux respectifs ils sont conduits à renforcer leur identification à l'institution municipale. Là, au moins, ils se sentent chez eux dans un univers familier où ils sont reconnus. Ce mécanisme de transfert se trouvait renforcé lors des entretiens par un effet de conjoncture. L'échec de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1988 avait, en effet, conduit de nombreux commentateurs à assimiler la mairie de Paris à une prison dorée pour Jacques Chirac. Dès lors, l'homologie des positions tendait à renforcer les mécanismes d'identification.

13 Si ce travail sur les « accrédités » de la mairie de Paris reste circonscrit, en tentant ici d'en présenter les principaux enseignements, il m'a semblé que son intérêt pouvait être trouvé dans deux directions. La première renvoie à la marginalité de l'objet étudié. En prenant pour champ de recherche les journalistes municipaux parisiens, cette étude analyse un modèle journalistique » qui, s'il n'est guère valorisé, n'en demeure pas moins enraciné. Il s'agit, selon l'expression de Marc Martin, d'un « journalisme tranquille et presqu'administratif »[9]. Largement présenté dans les pratiques du journalisme d'agence, à Paris, durant la période étudiée, ce modèle de journalisme « pris » par et dans sa source revêt des traits particulièrement accusés.

14 L'intérêt de ce travail doit aussi être cherché dans le type d'investigation qu'il a engagée. En combinant des entretiens menés de manière peu directive, des observations de type ethnographique et une recherche historique ciblée, il a permis d'esquisser des éléments des pratiques et des représentations journalistiques que d'autres méthodes ne peuvent pas saisir. Mais surtout il a conduit à réfléchir conjointement sur la constitution d'un cadre historique et sur les formes de sa réappropriation.

NOTES

1. Les résultats ont déjà été publiés dans F. HAEGEL, « Des journalistes « pris » dans leur source. Les accrédités à L'Hôtel de Ville de Paris », dans *Politix,* n° 19, 1992, p. 102-119, et ont été présentés dans le cadre d'une table ronde organisée par le CECCOPOP (Université XII-Créteil) le 5 juin 1998.

2. F. HAEGEL, Un *maire à Paris. Mise en scène d'un nouveau rôle politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

3. Sur ce point, voir également les notations faites par le journaliste accrédité du journal *Le Monde,* M AMBROISE-RENDU, *Paris Chirac,* Paris, Pion, 1987, p. 342-343.

4. Le travail d'enquête a inclus trois volets : un travail d'observation de type ethnographique (en particulier par l'assistance aux conférences de presse), une série d'entretiens auprès des journalistes chargés de suivre les affaires municipales parisiennes et la consultation des archives de l'Association de la presse municipale.

5. Voir M. MARTIN, « La grande famille » : l'Association des journalistes parisiens (1885-1939) », dans *Revue historique,* n° 557, tome CCLXXV, janvier-mars 1986.

6. Le 6 janvier 1899, un article dans *La Libre Parole* amorça le scandale.

7. J. G. PADIOLEAU, « Système d'interaction et rhétoriques journalistiques », dans *Sociologie du Travail,* n° 3, 1976.

8. Voir R. RIEFFEL, *L'élite journalistique,* Paris, PUF, 1984.

9. M. MARTIN, *op. cit,* p. 137.

AUTEUR

FLORENCE HAEGEL

Florence HAEGEL est docteur en science politique, chargée de recherche au Centre d'études de la vie politique française (FNSP-CNRS) et enseigne à l'IEP de Paris. Son travail de thèse consacré à l'étude de la naissance du rôle de maire de Paris a été publié sous le titre *Un maire à Paris. Mise en scène d'un nouveau rôle politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994. Elle travaille actuellement sur les pratiques et représentations politiques en milieu urbain et, dans le domaine de la sociologie des partis politiques, sur le RPR.